

vient guère de parler boutique, mais je crois que la chose est excusable quand, comme dans le cas actuel, la boutique est tout le pays dans lequel nous vivons, qu'elle n'est limitée que par nos frontières et nos côtes et qu'elle est l'atelier de la grande masse de notre population. Je dis que la culture, aujourd'hui, est la principale industrie de notre pays, et, en disant cela, je ne désire pas répéter simplement une vérité énoncée si souvent et si à la légère, sans une juste appréciation de son importance. Je veux citer quelques faits relatifs à l'industrie agricole dans ce pays et à notre commerce, pour prouver que la culture est notre industrie-mère.

Je n'ai pas de données statistiques plus récentes que le recensement de 1881, mais j'y vois qu'en ce qui concerne les occupations de nos concitoyens, ceux qui se livrent à la culture comprennent plus de la moitié de toutes les personnes classifiées, que leur nombre est plus que double de celui des personnes adonnées à l'industrie, qu'il dépasse plus de six fois le nombre des personnes adonnées au commerce et plus de treize fois celui des hommes de profession. Si je consulte nos tableaux du commerce et de la navigation, j'y vois que près de la moitié de toutes nos exportations consiste en produits agricoles ; que nos exportations de produits agricoles sont de huit fois celles de nos produits manufacturés, de huit fois celles des produits de nos mines, de cinq fois celles des produits de nos pêcheries et d'une fois et demie celles des produits de nos forêts. Bien que je n'aie pas de données statistiques à l'appui de mon assertion, je sais que je reste en deça de la vérité en disant que c'est la classe agricole qui, beaucoup plus que toute autre, approvisionne le marché indigène d'articles consommés dans le pays.

Non seulement la production agricole est forte, comparée aux productions des autres classes de notre société, mais, de toutes les classes, c'est la classe agricole qui fait de beaucoup la plus forte consommation de nos produits indigènes. Nos manufactures et autres industries dépendent toutes en grande partie du marché indigène que leur fournissent les cultivateurs. Les honorables députés de la droite déclarent que le meilleur encouragement à donner à nos manufactures est un marché indigène ; et où se trouve le marché indigène de nos manufactures ? C'est la classe agricole qui, beaucoup plus que toute autre classe, fournit ce marché indigène.

J'ai dit, il y a un instant, que par suite des nouvelles conditions faites à notre culture, nos cultivateurs doivent s'occuper d'élever des animaux, et c'est essentiellement une bonne chose. Même dans le passé, bien que nous ne portions guère notre attention de ce côté, et bien que les cultivateurs s'occupassent d'exercer leur industrie de la même manière que l'avaient fait leurs pères, même dans ces conditions, même sous l'ancien régime, nous voyons que nos cultivateurs produisaient une plus forte proportion d'animaux et de leurs produits, que de produits agricoles purs et simples. Si nous étudions le tableau des exportations dans nos tableaux du commerce et de la navigation, nous voyons que tandis que le chiffre total de nos exportations de produits agricoles est d'environ \$37,000,000, l'exportation des produits d'animaux et des animaux mêmes s'élève, en chiffre ronds, à \$23,800,000 ce qui prouve que les produits de nos animaux de ferme forment près des deux tiers du chiffre total de nos exportations de produits agricoles. Nous

voyons donc l'immense importance qui s'attache à cette partie de notre industrie agricole.

En présence de ces faits, nous devrions assurément désirer la suppression de toutes les conditions désavantageuses dans lesquelles opèrent nos cultivateurs des provinces de l'Est, en ce qui concerne les animaux de ferme. Je suis heureux de pouvoir dire que le gouvernement a reconnu ce fait en établissant une ferme d'expérimentation ici, à Ottawa, et plusieurs autres dans différentes parties du pays. Il a montré qu'il comprenait la grande importance de l'élevage des animaux de ferme en dépensant une forte somme et en encourageant des obligations pour l'avenir dans le même but, afin d'enseigner à nos cultivateurs les meilleurs moyens d'élever et d'entretenir des animaux. Le gouvernement a nommé, l'année dernière, un commissaire de l'industrie laitière, qui devra surtout étudier les meilleures méthodes de fabrication de beurre et de fromage. Il a montré, par ses bulletins et par l'intérêt qu'il a pris aux instituts et aux conventions agricoles, qu'il croit qu'il y a là un élément des plus importants et des plus essentiels pour la grande industrie agricole. Le gouvernement mérite assurément des éloges pour avoir ainsi montré qu'il comprend l'importance de cette industrie et je félicite le ministre de l'agriculture d'avoir adopté ce moyen ; je le félicite d'avoir ainsi reconnu l'obligation, pour nos cultivateurs, de tourner à l'avenir plus qu'ils l'ont fait dans le passé, leur attention vers l'élevage des animaux de ferme. On l'a reconnu dans cette chambre même, et nous voyons, par l'intérêt croissant que portent les cultivateurs aux conventions agricoles, que c'est aussi le courant de l'opinion parmi eux. Je crois qu'il est très désirable que ces conventions soient encouragées et continuées.

Quand nos cultivateurs exportaient simplement le surplus du grain qu'ils récoltaient, sans soumettre ce grain aux procédés auxquels ils eussent pu le soumettre ici, ils exportaient véritablement, chaque année, une grande partie de leur capital, parce que le grain contenait en réalité une très grande partie des éléments de fertilité de leur sol ; et après avoir exporté le grain, ils ne pouvaient reporter ces éléments de fertilité au sol d'où ils les avaient tirés. Tant qu'ils ont appliqué cette méthode de culture, ils n'ont pas cherché à utiliser, à leur pleine valeur, leur intelligence et leurs aptitudes en affaires ; ils n'ont pas compris que, de même que les éléments du sol sont la matière brute servant à la production du grain, de même que les grains produits sont la matière brute servant à la fabrication du beurre et du fromage. Il vaut mieux que nos cultivateurs, comme classe, appliquent leur intelligence et leurs aptitudes en affaires, à faire de leur matière brute un produit fini, avant de le passer aux étrangers pour que ceux-ci l'utilisent.

Je répète qu'il est incontestable que le cultivateur d'aujourd'hui utilise son intelligence plus que ne le faisait le cultivateur de jadis et, pour qu'il puisse donner un plus large champ à ses ressources intellectuelles, il est nécessaire que le gouvernement l'aide autant que possible, à mettre sous une forme condensée les produits qu'il exporte. Les exportations de produits agricoles condensés, tels que le bœuf, le fromage et le beurre, n'enlèvent au pays qu'une quantité presque insensible des éléments de fertilité du sol, tandis que les mêmes grains exportés en boisseau contiennent une très